

Après la publication des résultats de PISA

Les résultats de l'enquête PISA 2012 viennent d'être rendus publics par l'OCDE.

Ce Programme international pour le suivi des acquis évalue tous les trois ans les compétences des élèves de 15 ans en compréhension de la lecture, des mathématiques et des sciences. Cette année, les mathématiques sont au cœur de l'enquête qui voit la France reculer de quatre rangs et se retrouver 18^{ème} des 34 pays de l'OCDE et 25^{ème} sur les 65 pays testés.

Les résultats de ces tests, qui, rappelons-le, n'évaluent pas les connaissances des élèves mais les compétences, donnent lieu à de nombreux commentaires, en particulier du ministre de l'éducation nationale.

Si les commentateurs étaient logiques, ils devraient s'interroger sur les résultats de toutes les réformes mises en place depuis de nombreuses années par les gouvernements successifs. Celles-ci ont en effet toutes en commun de diminuer les heures de cours et les connaissances dispensées aux élèves et ceux qui les élaborent se réfèrent tous à « la lutte contre l'échec et le décrochage scolaire ».

L'actuel ministre n'échappe pas à la règle. Il prétend que « la refondation de l'école lancée depuis dix-huit mois vise justement à stopper le déclin de l'école et à redonner à l'école républicaine son caractère égalitaire. »

On ne peut que s'interroger sur l'efficacité des remèdes qu'il préconise. Ainsi avec la réforme des rythmes scolaires, le ministre prétend régler les problèmes d'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul et plus généralement du décrochage scolaire en mêlant le scolaire et le périscolaire et en faisant ainsi éclater le cadre « séculaire » de la journée scolaire.

Dans la boîte à outils de la « refondation » de l'école figurent également la réduction de l'instruction à un vague socle commun de connaissances et de compétences, la co-éducation avec les entreprises et les collectivités locales et dans la même logique, une remise en cause du caractère national de l'éducation au bénéfice de divers projets territoriaux.

Personne ne peut sérieusement croire que c'est ainsi qu'on peut « stopper le déclin de l'école » et « inverser la tendance ». Les actuels projets de refonte des statuts des enseignants qui réduisent la mission d'enseignement à une mission parmi d'autres confirment les choix du ministre : faire disparaître le décret du 25 mai 50 qui assure aux élèves des horaires hebdomadaires d'enseignement dans chacune des disciplines des programmes nationaux.

A la veille de la grève nationale du 5 décembre appelée par les fédérations syndicales FO et CGT des personnels enseignants et territoriaux des écoles avec le SNUIPP FSU, le ministre serait bien inspiré de suspendre sa réforme des rythmes scolaires et d'abroger le décret du 24 janvier 2013.

Il serait également bien inspiré de tirer les leçons du conflit qu'il a provoqué sur la réforme des rythmes scolaires avant de s'attaquer au statut national des enseignants du second degré.

Le Premier ministre présente les résultats de l'enquête PISA comme un « électrochoc salutaire » pour ceux qui s'opposent aux « changements » imposés par le gouvernement à l'école.

Pour Force Ouvrière, l'urgence c'est de résister à l'électrochoc dévastateur que le gouvernement entend imposer à l'école républicaine, à son fonctionnement, à ses missions et aux fonctionnaires d'Etat de toutes catégories du ministère de l'Éducation nationale.

Montreuil, le 3 décembre 2013

[1] L'enquête PISA est organisée par l'OCDE et est menée tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans. Elle évalue « l'acquisition de savoirs jugés essentiels à la vie quotidienne au terme de la scolarité obligatoire ». Ses tests portent sur la lecture, la culture mathématique et scientifique. Au total, 470.000 élèves, dont 4.500 en France de 150 à 200 établissements scolaires, y ont participé en 2012. Il s'agit d'une épreuve de deux heures et demie comprenant 80 questions (QCM et questions ouvertes) et un questionnaire sur l'origine sociale, les habitudes culturelles et les envies des élèves.